

CONFRONTATIONS
EUROPE

SYNTHÈSE
DU COLLOQUE

« LA SANTÉ, MOTEUR
SOUS-ESTIMÉ DE
L'ÉCONOMIE »

Ce document est tiré du colloque « La santé, un moteur sous-estimé de l'économie », organisé le 5 février 2025 à Bruxelles par Confrontations Europe, à la Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne.

ALLOCUTIONS INTRODUCTIVES

- **Irène Georgiopoulos**, Conseillère Santé, Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne
- **Michel Derdevet**, Président de Confrontations Europe

PREMIÈRE TABLE-RONDE : « RENFORCER NOTRE CAPACITÉ D'INNOVATION EN MATIÈRE DE SANTÉ POUR RESTER COMPÉTITIF À L'ÉCHELLE MONDIALE À L'ÉCHELLE MONDIALE »

- **Núria Mas**, Professeur d'économie, IESE Business School - Université de Navarre Université de Harvard ;
- **David Elvira**, responsable de la politique publique de l'entreprise, Sanofi
- **Irene Norstedt**, Directrice pour les personnes, la santé et la société, DG RTD, Commission européenne ;
- **Stine Bosse**, membre du Parlement européen (Renew) et vice-président de la commission SANT du Parlement européen.

DEUXIÈME TABLE RONDE : « QUEL ÉQUILIBRE ENTRE LA COMPÉTITIVITÉ ÉCONOMIQUE ET DES POLITIQUES SOCIALES FORTES ? »

- **Walter Ricciardi**, Président de la Task Force sur la vaccination en Europe ; Président de la Task Force sur le cancer de la Commission européenne ;
- **Giulia Del Brenna**, Chef d'unité pour l'alimentation, le commerce de détail, la santé, DG GROW, Commission européenne ;
- **Orsetta Causa**, économiste principal, département des affaires économiques, OCDE.

Les échanges ont été animés par **Anne Bucher**, Membre du conseil d'administration de Confrontations Europe et ancienne Directrice Générale de la santé et de la sécurité alimentaire (DG SANTE), Commission européenne.

INTRODUCTION

Le 5 février, s'est tenu à la Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne, autour d'intervenants de premier plan, une conférence consacrée aux enjeux clefs pour le secteur européen de la santé : « La santé, moteur sous-estimé de l'économie ».

Ce débat a réuni experts, décideurs politiques et représentants du secteur de la santé pour débattre des enjeux économiques, industriels et stratégiques liés au secteur de la santé et à l'industrie pharmaceutique en Europe. Cet événement s'inscrivait dans un contexte marqué par la publication du rapport Draghi en septembre dernier et la récente annonce de la "Boussole de compétitivité" par la Commission européenne, mettant en avant la nécessité de renforcer la position de l'Europe dans dix secteurs stratégiques, dont celui de l'industrie pharmaceutique.

Le symposium a été ouvert par Irène Georgiopoulos, Conseillère Santé de la Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne qui a souligné dans son allocution introductive l'importance cruciale du sujet, aussi bien au niveau national qu'europpéen.

ÉLÉMENTS DE CONTEXTE

Le secteur de la santé et l'industrie pharmaceutique occupent une place centrale dans l'économie européenne. L'Europe représente environ 25 % de la production pharmaceutique mondiale, avec un marché évalué à 300 milliards d'euros.

Le secteur pharmaceutique contribue de manière significative à l'économie de l'UE. Il représente le plus gros contributeur à la balance commerciale européenne (158 Milliards € d'excédent en 2023) et 5 % de la valeur ajoutée à l'économie provenant de l'ensemble de l'industrie manufacturière. Les produits pharmaceutiques représentent près de 11 % des exportations de l'UE.

Le rapport Draghi souligne ainsi l'avantage compétitif que l'Europe tire de ses systèmes de santé et de son modèle de couverture universelle. Cet atout, fondé sur des infrastructures solides et un accès généralisé aux soins, constitue une force que l'UE doit préserver et renforcer pour répondre aux défis à venir.

La crise du COVID-19 a mis en évidence plusieurs vulnérabilités structurelles du secteur de la santé en Europe. La dépendance aux importations de médicaments et de matériel médical, notamment en provenance d'Asie, a révélé les limites d'une chaîne d'approvisionnement trop exposée aux chocs extérieurs. La fragmentation des systèmes de santé au sein de l'Union a entravé une réponse coordonnée face à la crise, illustrant le besoin d'une coopération plus étroite entre les États

membres. Par ailleurs, les lourdeurs administratives et la complexité des réglementations freinent l'innovation et ralentissent la mise sur le marché de nouveaux traitements, un handicap majeur face à la concurrence internationale. De plus, les investissements insuffisants dans la prévention et la recherche médicale limitent la capacité de l'Europe à anticiper et gérer efficacement de futures crises sanitaires. Enfin, le manque de souveraineté industrielle et stratégique a conduit à des ruptures d'approvisionnement critiques en période de crise, mettant en péril l'accès aux soins pour les citoyens européens.

Face à ces constats, plusieurs pistes de réflexion émergent pour renforcer la compétitivité et la résilience du secteur de la santé en Europe. Il apparaît essentiel de faciliter le déploiement des essais cliniques en harmonisant les procédures et en réduisant les délais réglementaires, afin de favoriser l'innovation et l'accès rapide aux nouveaux traitements. Une meilleure coopération transnationale entre les États membres et les institutions européennes permettrait d'assurer une réponse plus efficace aux défis sanitaires communs.

Par ailleurs, il est nécessaire de mieux concentrer les investissements, notamment dans la recherche et le développement de médicaments innovants, afin de garantir la compétitivité de l'Europe face aux autres grandes puissances pharmaceutiques. Enfin, simplifier et alléger les réglementations, tout en maintenant un haut niveau de sécurité et de qualité des produits de santé, apparaît comme un levier indispensable pour dynamiser le secteur.

Ces discussions s'inscrivent dans une dynamique plus large visant à positionner l'Europe comme un leader mondial dans le domaine de la santé et de l'innovation pharmaceutique, tout en assurant un accès équitable et durable aux soins pour l'ensemble de sa population.

I. RENFORCER LA CAPACITÉ D'INNOVATION DANS LE DOMAINE DE LA SANTÉ POUR QUE L'EUROPE RESTE COMPÉTITIVE À L'ÉCHELLE MONDIALE

1. L'importance économique du secteur de la santé et du secteur pharmaceutique

Le secteur pharmaceutique et le secteur de la santé et du social jouent un rôle clé dans l'économie de l'Union européenne, représentant près de 25 millions d'emplois directs et indirects. À lui seul, le secteur pharmaceutique génère environ 2,3 millions d'emplois (directs, indirects et induits, EU 27, en 2022), tandis que le secteur de la santé et du social en totalise près de 23 millions. Ces deux secteurs combinés contribuent de manière significative à l'emploi dans l'UE, illustrant leur importance pour l'économie européenne et la cohésion sociale.

L'industrie pharmaceutique européenne se distingue par son caractère innovant. En 2022, elle a investi près de 42 milliards d'euros en recherche et développement (R&D), un investissement essentiel pour soutenir l'innovation, améliorer les traitements existants et développer de nouvelles

solutions thérapeutiques. Cette capacité d'innovation positionne l'industrie pharmaceutique européenne parmi les leaders mondiaux dans le domaine de la santé.

L'Europe reste le deuxième marché mondial des médicaments, après les États-Unis, représentant environ 23 % des ventes mondiales en 2023. Cette position de leader témoigne de la forte demande et de la compétitivité des produits pharmaceutiques européens sur le marché mondial, renforçant ainsi l'importance stratégique de ce secteur pour l'UE.

Le secteur pharmaceutique joue également un rôle primordial dans la richesse et la résilience économique de l'Europe. En 2023, il a été le plus grand contributeur industriel à la balance commerciale de l'UE, avec un excédent commercial estimé à environ 158 milliards d'euros. Ce chiffre souligne la solidité du secteur et l'exportation réussie hors de l'UE des produits pharmaceutiques européens, notamment depuis l'Allemagne, la Belgique et l'Irlande, des pays qui figurent parmi les plus grands exportateurs de médicaments de l'Union.

2. Les atouts de l'UE dans le secteur pharmaceutique

Outre cette contribution très significative à la balance des paiements du continent, le secteur européen de la santé détient d'indéniables avantages qui démontrent sa capacité à assumer une position de leadership en la matière.

En premier lieu, on peut souligner l'important atout du système éducatif européen, caractérisé par l'excellence des universités européennes en matière de formation des futurs chercheurs et personnels du secteur de la santé. Ainsi, ces mêmes universités européennes représentent près de la moitié des meilleures universités dans les domaines de la pharmacie et de la pharmacologie à l'échelle globale. Elles se démarquent également par la qualité de leur recherche académique, associée à de solides écosystèmes d'entreprises et de financeurs au sein de clusters biotechnologiques comme le SCCI à Stockholm, le LBSP à Leyde ou encore le Medicen en région parisienne.

Cette qualité de la recherche européenne est prolongée par le maintien du continent européen comme leader en matière de recherche vaccinal et de production de vaccins. Celui-ci accueille près de 22% des essais cliniques dédiés aux vaccins et conserve un potentiel de production important. Ainsi, ce sont près de 40 % des exportations mondiales de vaccins COVID-19 qui provenaient d'Europe entre 2020 et 2022, de même que près de la moitié des brevets déposés dans le cadre de la lutte contre l'épidémie.

Par ailleurs, l'Europe trouve un atout considérable dans son système de santé particulièrement efficace, marqué par un modèle de protection universelle. Il est cet égard identifié comme un atout clef par le rapport Draghi pour renforcer le secteur pharmaceutique européen. Parmi les avantages offerts par ce système de santé très intégré et digitalisé figure notamment la possibilité d'accéder à

des ensembles de données considérables et de les utiliser, dans le cadre de l'Espace européen des données de santé, à des fins de perfectionnement des prestations de soins et de recherche.

3. Les investissements européens dans les secteurs de la santé et de l'industrie pharmaceutique

A. Le programme EU4Health

Le programme EU4Health (2021-2027) est un programme clé de l'Union européenne pour la santé, avec un budget de 4,4 milliards d'euros, un montant réduit par rapport aux 5,3 milliards d'euros initialement prévus.

Son objectif principal est de renforcer la résilience des systèmes de santé européens et d'améliorer la préparation aux crises sanitaires, en mettant en place des actions concrètes et des investissements ciblés.

Le programme s'articule autour de quatre axes d'intervention principaux. **Le premier axe** concerne la prévention et la promotion de la santé, avec des priorités telles que la lutte contre le cancer, la promotion de la vaccination et la réduction des infections résistantes aux antibiotiques. Ces initiatives visent à améliorer la santé publique de manière préventive, contribuant ainsi à la réduction des coûts à long terme pour les systèmes de santé.

Le deuxième axe porte sur la préparation aux crises sanitaires, un domaine devenu particulièrement crucial depuis la pandémie de COVID-19. Il s'agit notamment de la gestion des menaces sanitaires transfrontalières, de la mise en place d'un stock stratégique de médicaments essentiels et de la création d'une réserve de personnel médical pour faire face à d'éventuelles urgences sanitaires.

Le troisième axe vise à garantir l'accès aux traitements et aux technologies médicales. Cela inclut des mesures visant à assurer la disponibilité et l'accessibilité des médicaments, des dispositifs médicaux et des autres produits nécessaires aux soins de santé, un enjeu de taille pour garantir une couverture de santé universelle et équitable à travers l'UE.

Enfin, **le quatrième axe** consiste à renforcer les systèmes de santé, notamment par la digitalisation des services de santé, l'amélioration de l'accès aux soins pour tous, ainsi que le soutien à la coopération entre les États membres. Cela inclut également l'élaboration de politiques de santé basées sur des données probantes, afin d'assurer des décisions éclairées pour une gestion optimale des ressources.

EU4Health contribue également à la construction de l'Union européenne de la santé en soutenant des initiatives majeures telles que le Plan cancer européen (Europe's Beating Cancer Plan), la Stratégie pharmaceutique pour l'Europe et les Réseaux européens de référence pour les maladies

rare. Ces projets visent à renforcer la coopération entre les États membres et à améliorer la prise en charge de certaines pathologies à travers des actions communes.

B. Autres programmes de financement

En plus du programme EU4Health, plusieurs autres mécanismes de financement soutiennent le secteur de la santé en Europe. Horizon Europe, le programme phare de l'UE pour la recherche et l'innovation, alloue un budget de 7,7 milliards d'euros spécifiquement pour financer la recherche en santé.

Ce financement vise à promouvoir des projets innovants dans divers domaines, allant des traitements aux technologies médicales, en passant par les avancées en matière de prévention et de soins de santé.

La Banque Européenne d'Investissement (BEI) joue également un rôle clé en soutenant les projets de biotechnologie et d'innovation médicale. Depuis 2020, la BEI a investi plus de 6 milliards d'euros dans ces secteurs, contribuant ainsi à renforcer l'innovation et la compétitivité de l'UE en matière de santé.

Cependant, un écart notable s'est creusé par rapport aux États-Unis. En effet, ces derniers investissent deux fois plus que l'UE en recherche pharmaceutique, ce qui accentue un déséquilibre en termes de compétitivité dans l'industrie pharmaceutique mondiale, avec un différentiel d'investissement en R&D qui est passé de 2 à 25 milliards d'euros entre 2010 et 2022. Cette situation souligne l'importance pour l'Europe de maintenir et d'augmenter ses investissements afin de ne pas perdre de terrain face à ses concurrents internationaux.

Parallèlement, le secteur pharmaceutique européen fait face à plusieurs grands défis. Parmi ceux-ci figurent la nécessité d'améliorer la productivité de la recherche et l'innovation pour maintenir une position de leader, ainsi qu'en témoigne la relégation à la troisième place de l'Europe en 2023 en matière de découverte de Nouvelles Entités Moléculaires (NEMs). Par ailleurs, il apparaît essentiel de surmonter la dépendance aux chaînes d'approvisionnement extérieures, et de renforcer la souveraineté industrielle de l'UE en matière de médicaments et de dispositifs médicaux, y compris de technologies innovantes de production. Ces défis exigent une réponse coordonnée à l'échelle européenne pour garantir la compétitivité et la résilience de l'industrie pharmaceutique européenne.

4. Dépendance aux importations et souveraineté sanitaire

L'Europe fait face à une forte dépendance aux importations dans le domaine pharmaceutique, avec 65 % des principes actifs utilisés dans les médicaments provenant de l'Asie, en particulier d'Inde et de Chine. Cette situation a mis en évidence les vulnérabilités du système en cas de crise, comme l'a démontré la pandémie de COVID-19, qui a entraîné des pénuries de médicaments dans 30 % des

États membres en 2022.

Les investissements internationaux dans l'industrie pharmaceutique sont également un facteur clé à prendre en compte. La Chine, par exemple, a annoncé un plan ambitieux d'investissement de 132 milliards d'euros pour développer son industrie pharmaceutique d'ici 2030. De son côté, les États-Unis ont consacré plus de 100 milliards de dollars aux secteurs de la biotechnologie et de la santé au cours des cinq dernières années, renforçant ainsi leur position de leader dans l'innovation pharmaceutique.

Face à ces défis et à la concurrence mondiale, l'Union européenne se doit de renforcer sa politique industrielle pour ne pas se laisser distancer. Il devient impératif pour l'UE de réduire sa dépendance aux importations et de renforcer ses capacités de production internes, y compris basées sur des technologies innovantes de production, afin d'assurer une plus grande souveraineté sanitaire et une compétitivité durable dans l'industrie pharmaceutique à l'échelle mondiale.

5. Enjeux pour le secteur pharmaceutique

Le secteur pharmaceutique européen fait face à plusieurs défis structurels qui freinent son développement et sa compétitivité. L'une des principales difficultés réside dans la fragmentation du marché, avec des réglementations et des procédures d'homologation différentes d'un État membre à l'autre, ce qui ralentit considérablement l'accès aux innovations et la mise sur le marché de nouveaux médicaments. Cette complexité administrative complique également la coordination entre les pays et rend les systèmes de santé européens moins réactifs face aux évolutions technologiques et scientifiques.

Un autre obstacle majeur est le manque d'incitations à l'innovation, dû à la complexité des financements européens et à la difficulté d'attirer des investissements dans la recherche et le développement. En comparaison, les États-Unis et la Chine bénéficient de mécanismes de financement plus clairs et plus incitatifs, renforçant leur position de leaders mondiaux dans la biotechnologie et l'industrie pharmaceutique.

Par ailleurs, la production pharmaceutique en Europe souffre de coûts élevés, ce qui pousse certaines entreprises à délocaliser progressivement leur fabrication, principalement vers des pays à coûts de production plus bas. Cela entraîne une perte de souveraineté stratégique pour l'UE, qui se voit de plus en plus dépendante d'autres régions pour la production de médicaments essentiels.

Les essais cliniques transfrontaliers rencontrent également de grandes difficultés, en raison des divergences réglementaires entre États membres. Cela ralentit l'harmonisation et l'accélération des tests nécessaires pour évaluer l'efficacité des nouveaux traitements.

Enfin, la question de la propriété intellectuelle et des brevets demeure cruciale. L'Europe doit trouver un équilibre entre la protection des innovations, afin de garantir la compétitivité des

entreprises, et l'accès des patients aux médicaments à des prix abordables, un enjeu particulièrement important pour les médicaments essentiels et les traitements coûteux.

6. Les essais cliniques et l'innovation en santé

L'Europe a perdu sa position de leader mondial en matière d'essais cliniques, un domaine stratégique pour le développement de nouveaux traitements. En 2005, l'Union Européenne représentait 25 % des essais cliniques mondiaux, mais ce chiffre a chuté à seulement 19 % en 2022. Cette tendance est particulièrement inquiétante dans un secteur où la rapidité d'innovation et l'efficacité des essais sont essentielles pour répondre aux besoins de santé publique.

À l'heure actuelle, les États-Unis dominent le marché des essais cliniques avec 40 % des essais mondiaux, et la Chine, quant à elle, connaît une forte progression, atteignant désormais 23 % des essais. Cette évolution s'explique notamment par des délais d'approbation beaucoup plus rapides dans ces pays. En Europe, l'approbation d'un essai clinique prend en moyenne 180 jours, alors qu'aux États-Unis, ce délai est réduit à 30 à 60 jours. Cette différence de rythme nuit à la compétitivité de l'Europe, qui peine à attirer des investissements et à maintenir son leadership dans l'innovation pharmaceutique.

Les retards d'approbation sont principalement dus à une réglementation complexe et fragmentée, avec des procédures longues et parfois divergentes entre les États membres, et ce en dépit d'efforts réglementaires entamés il y a déjà plus de vingt ans au niveau européen, notamment au travers du Règlement (EU) n° 536/2014 relatif aux essais cliniques de médicaments à usage humain. Cela rend difficile une harmonisation à l'échelle européenne et freine le développement de nouvelles thérapies. Face à cette situation, il devient urgent de simplifier la réglementation et de créer des mécanismes d'approbation plus rapides et plus transparents, afin de rétablir la compétitivité de l'Europe dans ce secteur stratégique.

Accélérer les essais cliniques en Europe est essentiel non seulement pour maintenir la position du continent dans la recherche pharmaceutique mondiale, mais aussi pour garantir l'accès rapide des patients européens aux traitements innovants, tout en soutenant la croissance de l'industrie pharmaceutique locale. Il est donc crucial que les autorités européennes prennent des mesures concrètes pour simplifier et harmoniser les processus, en s'inspirant des meilleures pratiques mondiales.

II. RECHERCHER L'ÉQUILIBRE ENTRE COMPÉTITIVITÉ ÉCONOMIQUE ET POLITIQUES SOCIALES AMBITIEUSES

1. Régulation et politique industrielle du secteur de la santé

Les réglementations européennes en cours d'élaboration ou de révision visent à répondre aux défis actuels du secteur en accélérant l'accès aux médicaments, tout en renforçant la compétitivité de l'industrie européenne. L'une des priorités de ces réglementations est de réduire les délais d'approbation des nouveaux médicaments. En effet, face à la concurrence accrue des États-Unis et de la Chine, il est crucial d'améliorer la rapidité de l'approbation pour ne pas pénaliser les patients européens qui attendent des traitements innovants.

Le cadre réglementaire s'attaque également à la question de la production locale de médicaments essentiels. L'objectif est de renforcer la capacité de l'UE à produire sur son propre sol des médicaments stratégiques et de limiter ainsi sa dépendance vis-à-vis des importations, notamment d'Asie. Ce renforcement de la production locale est vu comme une priorité pour garantir la sécurité d'approvisionnement et la souveraineté sanitaire de l'Europe.

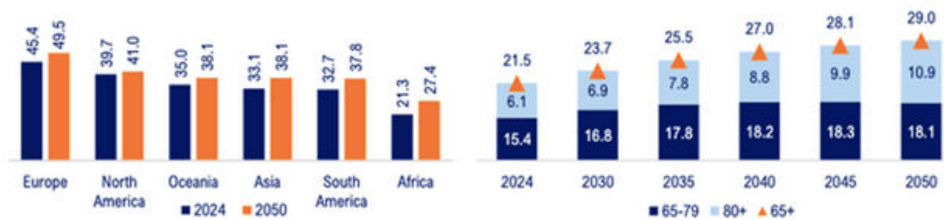
De surcroît, l'UE introduit des mesures fiscales pour stimuler la recherche pharmaceutique, afin d'encourager les entreprises à investir davantage dans le développement de nouveaux traitements. Ces incitations visent à rendre l'Europe plus attractive pour les investisseurs, tout en soutenant l'innovation et la compétitivité du secteur.

Cependant, malgré ces réformes, plusieurs défis persistent. L'accès aux médicaments reste une problématique majeure. Actuellement, 40 % des nouveaux traitements sont disponibles plus rapidement aux États-Unis qu'en Europe, ce qui reflète un retard dans la mise à disposition de nouvelles thérapies pour les patients européens. De plus, les prix des médicaments innovants freinent leur adoption rapide, notamment dans certains pays où les systèmes de santé sont confrontés à des contraintes budgétaires. Cette situation soulève la question de l'équilibre entre l'incitation à l'innovation, la régulation des prix et l'accessibilité des traitements, afin de garantir un accès équitable aux soins pour tous les citoyens européens.

2. Les défis structurels du secteur de la santé

Le vieillissement de la population européenne représente un défi majeur pour les systèmes de santé. D'ici 2050, près de 30 % des Européens auront plus de 65 ans, augmentant la pression sur les soins de santé et nécessitant des adaptations dans l'organisation des services, ainsi que dans la prise en charge des maladies chroniques.

Ce d'autant que la population des professionnels de santé eux-mêmes subit un vieillissement. Cette dynamique démographique accentue les besoins en soins de longue durée, et les systèmes de santé devront être renforcés pour faire face à ces nouveaux enjeux.



Graphique 1 :

À gauche : âge moyen de la population par continent (en années), 2024-2050.
 À droite : population de l'UE par catégorie d'âge (% de la population totale), 2024-2050.
 (Source : TEHA par Eurostat Data, 2024)

Parallèlement, le secteur de la santé en Europe fait face à des pénuries de médicaments. En 2023, environ 60 % des hôpitaux européens ont signalé des difficultés d'approvisionnement pour certains traitements critiques, un problème exacerbé par des crises sanitaires mondiales et des interruptions de la chaîne d'approvisionnement. Cette situation souligne la nécessité de diversifier les sources de production et de renforcer la résilience des infrastructures de santé pour garantir un accès continu aux traitements vitaux.

L'intelligence artificielle (IA) et la numérisation représentent un levier important pour l'avenir de la santé en Europe. L'IA pourrait potentiellement accélérer le développement de nouveaux médicaments de 50 %, offrant ainsi des perspectives prometteuses pour la recherche pharmaceutique et la personnalisation des traitements. Cependant, l'Europe est actuellement en retard par rapport aux États-Unis et à la Chine dans l'application de l'IA en santé. Pour rester compétitive, l'UE devra investir davantage dans les technologies émergentes et encourager la collaboration entre les secteurs public et privé pour exploiter le plein potentiel de l'IA.

Les contraintes budgétaires représentent un autre obstacle important à l'optimisation des systèmes de santé européens. Les budgets nationaux sont souvent limités, rendant difficile l'allocation de ressources suffisantes pour répondre à la demande croissante de soins de santé de qualité. Dans ce contexte, les gouvernements européens doivent trouver des solutions innovantes pour financer la santé tout en respectant les impératifs économiques.

Enfin, il existe un besoin urgent d'investir davantage dans la prévention. Un tel investissement s'avère essentiel pour assurer la durabilité à long terme des systèmes de santé, tout en soutenant la croissance économique de l'UE. En favorisant des stratégies de prévention plus efficaces, telles que la lutte contre les maladies chroniques, les infections et les comportements à risque, l'UE pourrait non seulement réduire les coûts de santé à long terme, mais aussi améliorer la qualité de vie de ses citoyens et augmenter leur productivité.

Les contraintes budgétaires représentent un autre obstacle important à l'optimisation des systèmes de santé européens. Les budgets nationaux sont souvent limités, rendant difficile l'allocation de ressources suffisantes pour répondre à la demande croissante de soins de santé de qualité. Dans ce contexte, les gouvernements européens doivent trouver des solutions innovantes pour financer la santé tout en respectant les impératifs économiques.

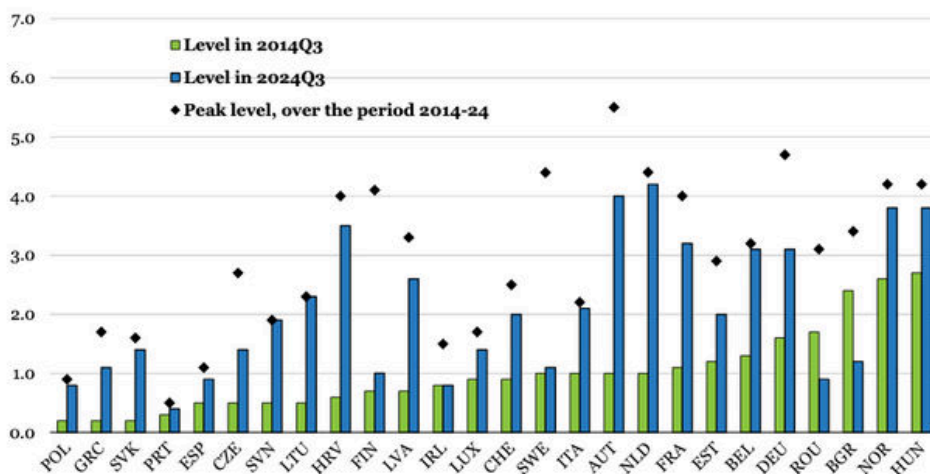
Enfin, il existe un besoin urgent d'investir davantage dans la prévention. Un tel investissement s'avère essentiel pour assurer la durabilité à long terme des systèmes de santé, tout en soutenant la croissance économique de l'UE. En favorisant des stratégies de prévention plus efficaces, telles que la lutte contre les maladies chroniques, les infections et les comportements à risque, l'UE pourrait non seulement réduire les coûts de santé à long terme, mais aussi améliorer la qualité de vie de ses citoyens et augmenter leur productivité.

3. Vieillesse de la population et pénuries de main-d'œuvre

Le vieillissement de la population en Europe entraîne une demande accrue de services de santé, mettant une pression supplémentaire sur les systèmes de santé déjà fragilisés. Cette évolution démographique nécessite des adaptations dans les structures de soins pour garantir l'accès aux services de santé tout en maintenant leur qualité, en particulier pour les populations vieillissantes.

Simultanément, de nombreux professionnels de santé eux-mêmes vieillissent, ce qui aggrave la pénurie de main-d'œuvre dans le secteur. Cette tendance est particulièrement préoccupante dans des métiers clés comme ceux des médecins et des infirmières, où les départs à la retraite ne sont pas compensés par une arrivée suffisante de nouveaux professionnels. En conséquence, la pénurie de personnel de santé devient un défi majeur à l'échelle européenne, impactant directement la qualité des soins et l'efficacité des systèmes de santé.

Job Vacancies in health and social care
EU countries, 2014Q3 - 2024Q3



Graphique 2 :

Les pénuries de main-d'œuvre dans les secteurs de la santé et des services sociaux sont en augmentation, une tendance antérieure à la pandémie de COVID-19.

(Source : Eurostat)

Note: Seasonally adjusted data are used for AUT, BEL, DEU(2014-17 only), GRC, HUN, IRL, ITA, LUX, LVA, NLD, NOR, ROU, SVK, SVN. 2014Q3 data is replaced by 2016Q3 data for ITA due to data availability.
Source: Eurostat.



L'attractivité des métiers de la santé, en particulier parmi les jeunes générations, a également diminué ces dernières années. En dépit de la demande croissante de services de santé, de moins en moins de jeunes choisissent ces carrières, ce qui compromet la capacité des systèmes de santé européens à faire face aux besoins futurs. Les métiers du secteur de la santé souffrent d'un manque d'attractivité, lié notamment à des conditions de travail difficiles et à une rémunération jugée insuffisante au regard de la charge de travail et des responsabilités.

La qualité de l'emploi dans le secteur est une question préoccupante. De nombreux travailleurs de la santé sont confrontés à des salaires modestes, à des conditions de travail souvent éprouvantes et à un risque accru de problèmes de santé mentale en raison du stress, des horaires de travail difficiles et de la pression liée aux soins aux patients. Ces facteurs contribuent à la diminution de l'attractivité des carrières et à la réduction de la rétention du personnel qualifié, exacerbant ainsi les pénuries de main-d'œuvre et augmentant la pression sur les professionnels restants.

4. Les défis de la prévention

A. Un changement de paradigme nécessaire en matière de santé

Pour répondre aux défis actuels, il est essentiel de passer d'un modèle réactif de soins curatifs à un modèle proactif, centré sur la prévention et la promotion de la santé. Ce changement de paradigme permettrait non seulement de réduire la pression sur les systèmes de santé, mais aussi d'améliorer la qualité de vie et de limiter les coûts à long terme associés aux maladies évitables.

Dans cette optique, l'Union européenne a introduit le Nouveau Cadre de Gouvernance Économique (NEGF), qui permet de considérer les investissements en prévention comme des « investissements de sécurité sociale ». Cette évolution de la gouvernance permettrait aux États membres de mieux intégrer les dépenses de prévention dans leurs budgets nationaux sans compromettre leur conformité aux règles budgétaires européennes.

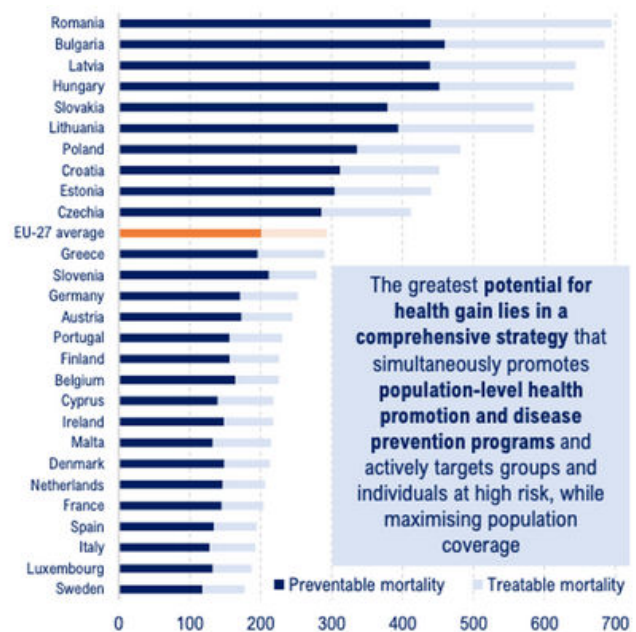
En intégrant les investissements en prévention au sein du NEGF, l'UE pourrait offrir davantage de flexibilité budgétaire aux États membres, leur permettant d'allouer plus de ressources à des domaines clés pour la santé publique, tels que la lutte contre les maladies chroniques, la promotion de modes de vie sains ou encore la prévention des infections. Ce modèle proactif, basé sur des investissements à long terme, contribuerait à renforcer la résilience des systèmes de santé et à réduire la dépendance des soins curatifs, qui génèrent des coûts souvent élevés et difficiles à maintenir sur la durée.

B. Les bénéfices économiques de la prévention en santé

Les mesures préventives en Santé créent un cercle vertueux engendrant une meilleure qualité de vie pour les patients comme pour les professionnels de santé, ainsi que des bénéfices économiques et sanitaires pour l'ensemble du système de santé.

La prévention, qui comprend la promotion des modes de vie sains, le dépistage et la vaccination, joue un rôle crucial non seulement dans l'amélioration de l'espérance de vie, mais aussi dans l'augmentation de la qualité de vie. En agissant en amont des maladies, ces mesures permettent de réduire les risques de maladies graves et de favoriser un vieillissement en bonne santé.

Les avantages économiques de la prévention sont multiples. D'une part, elle permet une réduction significative des dépenses de santé à court et long terme, car elle prévient le développement de pathologies coûteuses à traiter ainsi que les hospitalisations.



Graphique 3 :
Taux de mortalité standardisé pour les maladies évitables, personnes de moins de 75 ans (pour 100 000 habitants), 2021
(Source : TEHA, basé sur les données du Global Burden of Disease, 2024)

D'autre part, elle augmente la productivité des travailleurs, en limitant l'absentéisme dû à des problèmes de santé et en favorisant un retour rapide à l'activité. Enfin, la prévention renforce la résilience économique et sociale des communautés, en réduisant la pression sur les systèmes de santé et en améliorant la qualité de vie générale, et des professionnels de santé en particulier (et donc l'attractivité de leurs métiers).

Les chiffres montrent clairement les bénéfices économiques de la prévention. Selon les estimations, chaque euro investi dans la prévention rapporte 14 euros dans l'économie de la santé et du social. Plus spécifiquement, la vaccination adulte génère un retour de 19 fois l'investissement initial, tandis que la vaccination pneumococcique rapporte jusqu'à 33 fois l'investissement.

Cependant, malgré ces avantages indéniables, les dépenses de prévention continuent d'être perçues comme un coût, alors qu'elles devraient être considérées comme un investissement. Ainsi les investissements dans la prévention demeurent insuffisants. En moyenne, seulement 0,5 % des budgets de santé nationaux est alloué à la prévention, avec des fonds encore plus limités consacrés à la vaccination, une mesure pourtant essentielle pour la santé publique. Cette situation soulève un défi majeur pour les systèmes de santé européens, qui doivent impérativement réorienter les priorités vers des stratégies de prévention afin de garantir une meilleure efficacité à long terme.

5. Perspectives et recommandations

Pour assurer une véritable souveraineté sanitaire, l'Union européenne doit développer une stratégie industrielle du médicament. Cette stratégie devrait couvrir l'ensemble de la chaîne de valeur, de la production à la distribution, en passant par la recherche, tout en favorisant les technologies de rupture comme les thérapies géniques ou l'intelligence artificielle.

L'objectif serait de renforcer l'autonomie de l'Europe face aux crises sanitaires mondiales, tout en consolidant son rôle de leader en matière de santé publique et d'innovation, de la R&D à la production.

Pour garantir une plus grande indépendance et compétitivité du secteur pharmaceutique européen, il est impératif de renforcer les capacités de production de médicaments au sein de l'Union. Actuellement, une part substantielle des médicaments utilisés en Europe provient de l'étranger, principalement de pays comme l'Inde et la Chine. Cette interdépendance souligne la nécessité de renforcer la résilience des chaînes d'approvisionnement en Europe, comme l'a montré la crise du COVID-19 avec des pénuries de médicaments dans plusieurs États membres. Pour y remédier, l'Europe doit investir massivement dans sa production locale, non seulement pour sécuriser l'approvisionnement, mais aussi pour créer des emplois et stimuler l'innovation.

D'autre part, il est essentiel d'investir également dans l'indépendance européenne à développer et produire les médicaments de demain, en augmentant les investissements publics et privés dans la recherche et le développement. L'Europe accuse un retard important par rapport aux États-Unis et à la Chine en matière de R&D pharmaceutique. L'investissement dans l'innovation doit devenir une priorité stratégique, afin de ne pas perdre davantage de terrain face à des concurrents mondiaux. Cela inclut la modernisation des infrastructures de recherche, le soutien à l'émergence de start-ups en biotechnologie et la promotion de la collaboration entre le secteur privé et les institutions publiques.

Une révision en profondeur du cadre réglementaire européen est également nécessaire pour rendre le processus d'approbation des nouveaux médicaments et des essais cliniques plus rapide et plus efficace. Actuellement, les délais d'approbation en Europe sont beaucoup plus longs qu'aux États-Unis, ce qui ralentit l'accès aux innovations. L'harmonisation des processus réglementaires à l'échelle européenne, avec une simplification des procédures et une meilleure coordination entre les autorités compétentes, est indispensable pour accroître l'attractivité de l'Europe en tant que localisation d'essais cliniques et de développement de nouveaux traitements.

Une coopération renforcée entre les États membres est également nécessaire pour mieux coordonner les financements en santé et soutenir l'innovation. Actuellement, les initiatives nationales en matière de santé ne sont pas toujours alignées, ce qui entraîne des doublons et une utilisation inefficace des ressources. Un cadre européen de financement dédié à la recherche et à l'innovation dans le domaine pharmaceutique pourrait améliorer la compétitivité du secteur et mieux répondre aux défis mondiaux.

Le marché unique européen reste un levier clé pour l'innovation et la compétitivité. Pour que l'industrie pharmaceutique européenne puisse prospérer, il est essentiel de finaliser le marché unique, en supprimant les barrières nationales et en facilitant la libre circulation des produits pharmaceutiques et des chercheurs. L'harmonisation des normes de qualité et des critères d'approbation des médicaments à travers l'UE permettra une plus grande fluidité et réactivité du marché.

Le développement des essais cliniques en Europe doit également être encouragé. Les infrastructures doivent être modernisées et les processus d'approbation des comités d'éthique doivent être harmonisés pour rendre les essais cliniques plus rapides et plus attractifs pour les investisseurs. En outre, un système de financement plus transparent et ciblé est nécessaire pour éviter le gaspillage des fonds européens alloués à la recherche.

Enfin, il est crucial de faire reconnaître les investissements en prévention comme essentiels à la croissance et la soutenabilité budgétaire des systèmes de santé européens. Il est fondamental d'assurer un dialogue entre ministères de la Santé et ministères des Finances pour assurer la viabilité budgétaire des investissements de long-terme dans la prévention.

Comme analysé dans le rapport "The Value of Prevention for Economic Growth and the Sustainability of Healthcare, Social Care, and Welfare Systems", la prévention permet de réduire les coûts à long terme en diminuant la prévalence des maladies chroniques et en réduisant la pression sur les hôpitaux. Pour encourager cet investissement, il serait pertinent de le reconnaître comme prioritaire et stratégique, au même titre que les dépenses de défense ou de digitalisation. Exclure les dépenses en prévention et en vaccination du calcul du déficit et de la dette publique dans le cadre des règles fiscales européennes, permettrait une plus grande flexibilité budgétaire pour les États membres qui investissent dans la prévention en Santé. Ces mesures, si elles sont mises en œuvre, pourraient considérablement renforcer la résilience de l'Europe face aux défis sanitaires et économiques du futur.

CONCLUSION

Pour assurer une véritable souveraineté sanitaire et renforcer la compétitivité du secteur pharmaceutique européen, l'Union Européenne doit prendre des mesures ambitieuses et coordonnées. Le renforcement de la production locale de médicaments, l'accélération des investissements en R&D et technologies de production innovantes, et la simplification du cadre réglementaire européen sont des leviers essentiels pour réduire la dépendance aux importations et se rapprocher des standards mondiaux, en particulier face à la concurrence croissante des États-Unis et de la Chine. L'Europe doit aussi renforcer la coopération entre ses États membres pour maximiser l'efficacité des financements et encourager l'innovation, tout en capitalisant sur son marché unique pour créer un environnement plus fluide et attractif.

Le secteur pharmaceutique européen, en particulier dans le domaine des essais cliniques, a perdu de sa compétitivité, mais en révisant les processus d'approbation et en créant une stratégie industrielle claire, il est possible de redynamiser cette dynamique. Parallèlement, les dépenses de prévention, devraient être considérées comme des investissements prioritaires, et non comme des coûts et sont aujourd'hui largement sous-dimensionnés. Ils devraient être reconnus comme une priorité stratégique pour garantir la durabilité des systèmes de santé. En excluant les dépenses en prévention et vaccination du calcul du déficit et de la dette publique, l'UE pourrait offrir aux États membres plus de flexibilité budgétaire pour aborder les défis sanitaires futurs.

Dans un contexte mondial où les enjeux sanitaires sont de plus en plus interdépendants et urgents, l'Europe a une occasion unique de se positionner comme un leader en matière de santé publique, de recherche et d'innovation. En agissant collectivement, immédiatement et de manière proactive, elle pourra non seulement sécuriser ses approvisionnements et réduire ses vulnérabilités, s'affirmer comme un leader de l'innovation pharmaceutique, et ainsi garantir à ses citoyens un accès rapide à des traitements de pointe, tout en soutenant un système de santé plus résilient et durable.

ABSTRACT

Le colloque « La santé, moteur sous-estimé de l'économie », organisé le 5 février 2025 à la Représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne, a rassemblé des experts pour débattre des enjeux économiques et stratégiques du secteur de la santé et de l'industrie pharmaceutique en Europe. L'événement a mis en avant la nécessité de renforcer la capacité d'innovation de l'Europe dans ce domaine pour maintenir sa compétitivité mondiale.

Le secteur pharmaceutique européen, qui représente environ 25 % de la production mondiale, est essentiel à l'économie de l'UE, contribuant de manière significative à l'emploi et à la balance commerciale. Toutefois, des vulnérabilités structurelles, comme la dépendance aux importations de médicaments et de matériel médical, principalement d'Asie, ont été exacerbées par la crise du COVID-19. La fragmentation des systèmes de santé et les lourdeurs administratives entravent l'innovation et ralentissent la mise sur le marché de nouveaux traitements.

Pour renforcer la compétitivité et la résilience du secteur, plusieurs pistes ont été proposées, notamment la facilitation des essais cliniques, une meilleure coopération transnationale, et des investissements ciblés dans la recherche et le développement. L'Europe doit également simplifier le cadre réglementaire tout en maintenant un haut niveau de sécurité et de qualité des produits de santé.

L'équilibre entre compétitivité économique et politiques sociales met en lumière l'importance de la prévention et de la promotion de la santé pour réduire les coûts à long terme et améliorer la qualité de vie. Les investissements en prévention, souvent perçus comme des coûts, devraient être considérés comme des investissements stratégiques pour garantir la durabilité des systèmes de santé.

Dès lors, l'Europe se doit d'adopter une stratégie industrielle claire, renforcer la production locale de médicaments, et réviser sa législation pour réduire sa dépendance aux importations et stimuler l'innovation. Une coopération renforcée entre les États membres et une reconnaissance des investissements en prévention comme prioritaires sont, en outre, essentielles pour assurer la souveraineté sanitaire et la compétitivité du secteur pharmaceutique européen.